

L'Europe à trois vitesses d'Emmanuel Macron

Le chef de l'Etat propose différents niveaux
d'intégration des pays dans le projet européen

LISBONNE - *envoyé spécial*

Pas une question sur l'affaire Benalla. C'est devant une salle remplie seulement aux deux tiers et composée d'un public poli qu'Emmanuel Macron a déroulé, vendredi 27 juillet à Lisbonne, son ambition pour le futur de l'UE.

Le président français, au côté du premier ministre socialiste portugais Antonio Costa, a pris plaisir à revenir à ses fondamentaux pro-européens en animant sa première « consultation citoyenne sur l'Europe » en dehors de la France. Lancée lors de son discours à la Sorbonne, en septembre 2017, l'idée d'organiser des débats dans toute l'Europe est censée être appliquée par chaque capitale européenne d'ici à octobre. Seule la Hongrie a refusé, les autres pays jouant le jeu avec plus ou moins d'entrain.

« L'Europe doit être un objet plus chaud, plus sensible, plus sensuel, au sens premier du terme, a notamment plaidé le président français. On a créé une Europe un peu bureaucratique. On ne peut pas simplement dire que l'Europe ce sont des règles, des objets froids qui s'imposent depuis un extérieur lointain. »

Le président français, qui a surtout paraphrasé son discours de

la Sorbonne, s'est fait un peu plus précis sur sa vision de l'UE « à dix ou quinze ans ». Il a notamment évoqué une Europe en trois « cercles ». Le plus large consisterait en une « union de valeurs, de principes démocratiques et de libertés économiques », « quelque chose entre l'UE et le Conseil de l'Europe actuels ». Cet ensemble serait « moins intégré, mais très exigeant sur les valeurs », a promis M. Macron, en assurant que la Russie et la Turquie auraient vocation à en faire partie « soit en son sein, soit avec des accords d'association étroits ». Ce qui suppose que ces deux pays adoptent des standards démocratiques dont ils sont pour l'instant très éloignés.

Le second cercle, plus resserré, consisterait en un « marché unique fort », « quelque part entre l'UE et la zone euro actuelles ». Celui-ci pourrait notamment s'occuper de sujets « militaires, commerciaux ou numériques » et garantirait « une vraie liberté de circulation en son sein ».

Le troisième cercle, dont on aura compris que la France a vocation à faire partie, serait « le cœur du réacteur », « avec un marché du travail beaucoup plus intégré », une « convergence sociale » voire une assurance chômage commune. Le « cœur d'une Europe des peuples plus intégrée, qui est allée

au bout de la logique de la zone euro », a résumé M. Macron. Sans être aussi précis, M. Costa n'a pas caché son avis favorable à une Europe à plusieurs vitesses qui serait en mesure de contourner les pays plus eurosceptiques.

Largement applaudis par le public europhile de la Fondation Gulbenkian, les deux responsables doivent encore prouver qu'ils sont capables de convaincre le commun des Européens. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND